



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Discours de l'ACDFL sur l'état du secteur 2026 : taillé pour s'adapter — transformer la pression en progrès

29 avril 2026 (Toronto, Ontario) — Ron Lemaire, président de l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes (ACDFL), a livré ce matin un message clair et empreint de confiance lors du Congrès annuel 2026 de l'Association : le secteur canadien des fruits et légumes frais subit de réelles pressions, mais ne cède pas.

S'adressant aux chefs de file de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement du secteur, Ron Lemaire, président de l'ACDFL, a décrit la situation du secteur en l'articulant autour d'un thème central : **la capacité d'adaptation**, soit la capacité du secteur des fruits et légumes à faire preuve de souplesse, à réagir et à rester debout face à des pressions soutenues, tout en continuant à garantir la sécurité, l'accessibilité et la résilience alimentaires pour les Canadiens.

« Le mot-clé de 2026 n'est pas 'recul', déclare M. Lemaire, mais bien 'capacité d'adaptation' : une force qui ne cède pas. La pression est bien réelle, mais notre choix l'est tout autant. Nous pouvons transformer cette pression en progrès. »

Un secteur qui fonctionne à la limite de ses capacités, et qui tient bon

Les données sur les membres de l'ACDFL révèlent un secteur qui a tenu bon en 2025, malgré des défis sans précédent. Alors que plus de trois quarts des membres interrogés font état de résultats stables ou améliorés, la croissance est principalement le fruit de **compressions plutôt que d'expansion**, ce qui se traduit par des marges plus serrées et des réserves d'exploitation réduites. Les pressions structurelles que représentent les coûts, les contraintes de main-d'œuvre, la volatilité climatique, le fardeau de la réglementation et l'évolution rapide des comportements des consommateurs continuent de définir l'environnement opérationnel. Parallèlement, les fruits et légumes frais sont de plus en plus reconnus comme une **infrastructure stratégique**, à la croisée de la santé, de l'accessibilité et de la résilience nationale.

« La sécurité alimentaire est désormais au cœur des discussions politiques nationales, affirme M. Lemaire. L'infrastructure commerciale est reconnue comme un facteur de construction nationale. Et les attentes en matière de durabilité évoluent vers un pragmatisme et un réalisme économique accrus. »

Des mesures de défense des intérêts qui donnent des résultats concrets... L'ACDFL souligne les progrès tangibles enregistrés depuis un an pour alléger la pression sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, notamment :

- La suppression des principaux droits de douane sur les fruits et légumes, qui nuisaient aux échanges entre le Canada et les États-Unis
- L'intensification des efforts de diversification commerciale sur les marchés prioritaires
- La progression du Code de conduite pour le secteur des produits d'épicerie
- La mise en œuvre de mesures de protection des fournisseurs dans le cadre du projet de loi C-280



Ces résultats témoignent de l'accent mis par l'ACDFL sur une défense des intérêts crédible et axée sur les solutions, en phase avec des priorités nationales telles que le commerce, l'infrastructure et la sécurité alimentaire.

Salubrité des aliments, durabilité et volonté commerciale... Ron Lemaire réaffirme le rôle de chef de file que doit jouer l'organisation dans plusieurs domaines fondamentaux cruciaux, comme :

- La poursuite des investissements dans la recherche sur la salubrité des aliments et l'engagement réglementaire au Canada
- L'annonce d'un **symposium gratuit sur la salubrité des aliments**, organisé par l'ACDFL à l'intention de ses membres, qui se tiendra en septembre 2026 à Vancouver
- Une approche pratique et économique de la durabilité, axée sur la réduction des pertes alimentaires et du gaspillage, l'innovation en matière d'emballage, les défis liés à la responsabilité élargie des producteurs et la réduction des émissions
- La poursuite des travaux visant à harmoniser les normes mondiales afin de réduire la complexité et les coûts tout au long de la chaîne de valeur

En matière de commerce, le président de l'ACDFL souligne qu'un **accès prévisible, fondé sur des règles et sans droits de douane** n'est plus facultatif : c'est désormais une exigence commerciale fondamentale. Face à l'incertitude géopolitique et à la prochaine révision de l'ACEUM, l'ACDFL redouble d'efforts pour protéger et renforcer le rôle du Canada au sein d'un marché des fruits et légumes intégré, en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale.

Éprouvés, mais pas épuisés... L'ACDFL définit une orientation claire pour 2026 : reconnaître les pressions qui s'exercent sur les capacités, donner priorité aux actions cruciales, moderniser les cadres réglementaires et assurer la reprise en misant sur l'efficacité, la diversification et une stratégie ciblée. Les perspectives des membres pour le reste de l'année 2026 reflètent à la fois leur réalisme et leur détermination : la répartition quasi égale des sentiments d'optimisme et de prudence témoigne aussi bien des occasions que des responsabilités.

« Nous sommes mis au défi, mais unis, déclare M. Lemaire. Et nous évoluons, non pas de force, mais par choix. L'avenir des fruits et légumes frais au Canada ne nous est pas imposé... nous le construisons, ensemble. »

-30-

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez écrire à :

Micken Kokonya
Gestionnaire, Communications et études de marché,
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
Téléphone : 613-769-8742
Courriel : mkokonya@cpma.ca

À propos de l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes (ACDFL) :

Basée à Ottawa (Ontario), l'ACDFL est une organisation à but non lucratif qui, depuis plus de 100 ans,



soutient une diversité de membres représentant tous les segments de la chaîne d’approvisionnement des fruits et légumes frais. L’ACDFL représente plus de 900 entreprises membres responsables de 90 % des ventes de fruits et légumes frais au Canada et un secteur qui contribue chaque année au PIB du Canada à hauteur de plus de 18 milliards de dollars, soutient plus de 187 400 emplois et améliore la santé et la productivité des Canadiens.